



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA**

ZI rue des Forges  
54250 Champigneulle

Références : 2025\_0535  
Code AIOT : 0006200213

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement ESKA implanté ZI rue des Forges 54250 Champigneulle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- ZI rue des Forges 54250 Champigneulle
- Code AIOT : 0006200213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA - DERICHEBOURG réalise sur sa plateforme des activités de traitement de déchets

non dangereux, de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de déchets d'équipements électriques et électroniques, et de traitement de véhicules hors d'usage.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Sans objet
2	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Sans objet
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Sans objet
5	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en cours de rénovation et les travaux seront bientôt finalisés. Ils amélioreront grandement la sécurité incendie du site qui est globalement satisfaisante.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient une comptabilité de ses stocks présents sur l'exploitation à l'aide d'un outil de</p>

<p>gestion numérique dont l'une des fonctions est de réaliser un lien entre les bons de pesée établis et la gestion des déchets présents sur le site.</p> <p>Lors de chaque entrée ou sortie de tout type de déchets, une mise à jour de l'état de stocks est automatiquement réalisée immédiatement à l'aide d'un logiciel informatique. Ce système sous format dématérialisé est disponible et accessible à tout moment et en tout lieu pour les personnels autorisés de la société.</p> <p>Au moment de la visite, un contrôle sur le stock des batteries a permis de vérifier la concordance entre la quantité indiquée sur le registre informatique, à savoir 5,651 tonnes, et la quantité présente sur le site. L'inspection des installations classées ayant constaté la présence de quelques batteries dans un bac spécifique et une petite benne remplie, cela semble cohérent.</p> <p>L'exploitant a transmis le bilan annuel indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. Cela n'appelle pas d'observations particulières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune batterie au lithium n'est acceptée sur le site.</p> <p>Toutefois, celles qui sont repérées sont stockées dans des fûts prévus à cet effet contenant de la vermiculites comme le montre la photo suivante.</p> <p>Une activité de collecte de batteries au plomb est effectuée sur le site par l'intermédiaire de bacs spécifiques exclusivement réservés à cet usage. Lors de l'inspection, il a été constaté visuellement que les conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions pour les stockages de batteries au plomb sont effectives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie. Le document écrit est disponible dans un emplacement adapté et sécurisé à l'entrée de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, en amont de la visite, son plan de défense incendie. Le document contient les éléments minimaux attendus par la réglementation.</p> <p>En complément, suite à la visite, l'exploitant a transmis les documents justifiant des compétences des personnels (formations Equipier de première intervention effectuées 12/11/2024).</p> <p>Un exemplaire du plan de défense incendie a été transmis au service d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Maîtrise des incendies

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Des personnels de l'établissement disposent de téléphones professionnels permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours en cas d'incident.

Un exercice de défense contre l'incendie a été effectué en date du 15 avril 2024.

Le document qui en découle indique comme scénario un "incendie dans le tas de Fenwick", la liste des participants et les actions menées dont la fermeture de la vanne de sectionnement et l'évacuation des personnels.

Les personnels ont participé à une formation à l'utilisation des moyens incendie comme indiqué au point de contrôle précédent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Moyen de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés

présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

Le plan de défense incendie de l'établissement, disponible à l'entrée du site pour les services d'incendie et de secours, contient un plan de localisation des zones de stockage avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Des extincteurs et RIA (Robinetts Incendie Armés) sont répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Un poteau incendie interne sera prochainement installé à l'entrée du site dans le cadre des travaux en cours.

Les extincteurs ont été contrôlés le 13/01/25 et les RIA le 24/04/05.

Des vérifications annuelles de tous les équipements sont réalisées et notées sur un registre spécifique sur support papier. Celui-ci a été présenté au service de l'inspection. Un contrôle par sondage sur site a également été effectué au moment de la visite et n'a pas donné lieu à d'observations particulières.

**Type de suites proposées :** Sans suite